

**CIBLE**

## Complices

**N**ous l'avons déjà dit : une justice internationale n'a de sens que si, jugeant un criminel, elle s'inquiète aussi de ses complices.

Le cas de Pinochet rend très concrète cette nécessité : cet officier putschiste a reçu des soutiens de tous ordres qui sont notoirement connus, qui doivent eux aussi être entendus et éventuellement mis en examen – quel que soit le sort réservé au chef-bourreau du Chili démocratique.

Pour que justice puisse un jour être faite, il faut dresser la liste de tous ceux qui ont encouragé la prise du pouvoir par les militaires, puis financé et conseillé la dictature de 1973 à 1990. D'abord les anciens présidents des États-Unis. Mais aussi les anciens responsables de la CIA en leurs agents en poste au Chili. Sans oublier les « Chicago Boy's » ultra-libéraux qui imposèrent leurs recettes anti-sociales à tout un peuple qui ne pouvait protester.

On se doute que la mise en accusation des complices américains de la dictature n'aura jamais lieu. Dès lors, qu'on ne parle pas de justice – mais d'une manière facile d'exonérer les puissants de leurs responsabilités.

## CAMBODGE

# Un peuple et son roi

### Monarchie

## Réponse à Fodé Sylla

p.2

### Allègre

## Un ministre contre l'école

p.8

# Ah non ! Fodé, pas ça !

**Vieux compagnon de la lutte contre la xénophobie, Fodé Sylla s'est laissé aller à des critiques insensées du principe monarchique au fil d'un dialogue avec Stéphane Bern. Comment un licencié d'histoire, actuellement député européen, peut-il professer de telles sornettes ?**

L'amitié, l'ancien compagnonnage politique, ne changent rien à l'affaire. Dans *VSD* (30/12/99), Fodé Sylla dit son respect pour les militants de la Nouvelle Action royaliste. Lesquels respectent l'ancien président de SOS Racisme.

Bien. Mais notre ami Fodé est depuis le mois de juin député européen : c'est un responsable politique qui porte une parole politique et qui doit, par définition, en répondre. Il le doit, et il le peut d'autant plus sûrement qu'il est titulaire d'une licence d'histoire, et d'une maîtrise de sciences politiques. Or Fodé Sylla a tenu, sur l'institution monarchique, des propos d'une étonnante absurdité.

Avant de les relever, nous lui accorderons des circonstances atténuantes : la reproduction du dialogue qu'il a eu avec Stéphane Bern est manifeste-

ment bâclée, ce qui n'est pas étonnant puisque l'arbitre du « duel » n'est autre que Paul Wermus - qui n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, un modèle de rigueur professionnelle.

Cependant, trois assertions de Fodé Sylla ne peuvent pas rester sans réponse de notre part : « Être monarchiste à l'heure d'Internet, c'est vouloir ramener l'homme dans les cavernes ». Ineptie ! Même Robert Hue, marxiste lunaire, ne pense pas qu'un régime politique est fonction d'un état de la technique. L'invention de la boussole n'a pas détruit les monarchies, et les épidémies ravageaient la République de Venise comme les royaumes alentour. Fodé a-t-il oublié que l'Angleterre était « mère des parlements », et que la France capétienne avait posé les fondements de l'État de droit, et affirmé le principe du *jus soli* ?

« En France, si je ne suis pas d'accord, je peux descendre dans la rue. En monarchie, je me retrouve en prison ». Ridicule et fallacieux ! La Déclaration des droits de l'homme a été rédigée par des monarchistes, et Fodé Sylla devrait se souvenir que les effets juridiques de cette Déclaration n'étaient pas reconnus sous nos quatre premiers régimes républicains. On s'excuse de rappeler que la tolérance c'est Henri IV, pas Robespierre, que la monarchie britannique c'est l'*habeas corpus* qui n'est toujours pas reconnu en France.

« Il faut abolir tous les privilèges du sang », la République étant (je résume) le régime où des enfants de l'immigration peuvent devenir député, acteur, sportif de haut niveau. Inconséquence ! Si le régime républicain garantit si naturellement le respect des différences et la promotion

sociale, à quoi bon la Ligue des Droits de l'Homme, pour-quoi SOS Racisme ? On attend toujours un Premier ministre issu de l'immigration - comme Mazarin ! Les reines de France étaient presque toutes des immigrées, donc les princes et les rois étaient tous des enfants d'immigrés.

J'en viens aux privilèges. Ce point ne souffre pas la simple réplique ironique. Comment oser dénoncer les privilèges de l'Ancien régime (abolis par des monarchistes lors de la Nuit du 4 août) alors qu'on appartient à l'élite de cette « majorité plurielle » où l'on fraye avec l'aristocratie financière (Pierre Bergé, François Pinault), ou l'on encensait il y a peu un ancien consultant peu scrupuleux (Dominique Strauss-Kahn), où l'on fait des croisières aux frais d'une mutuelle étudiante, où l'on disserte sur les banlieues avant de courir les marchands de montres anciennes (Julien Dray). Si Fodé Sylla ne supporte pas, ou plus, le monde des privilégiés, qu'il rompe publiquement et totalement avec ces gens-là. Sinon, qu'il ne vienne pas nous donner des leçons. De lui, de ses amis, nous ne les acceptons pas.

Annette DELRANCK

(1) Stéphane Bern qui a répondu à son interlocuteur avec pertinence, s'est cru obligé d'attaquer la Nouvelle Action royaliste pour ses « chimères » et ses « théories utopiques ». Dès lors, pourquoi est-il resté adhérent à notre mouvement, pourquoi a-t-il contribué, en collaborant à *Royaliste* pendant une vingtaine d'années, à concevoir et à diffuser ces prétendues chimères et autres utopies ?

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

**royaliste**  
SOMMAIRE : p.2 : Ah non ! Fodé, pas ça ! - p.3 : On demande des esclaves - Échec - p.4 : Prisons - Petite justice de tous les jours - p.5 : Toute la Russie, rien que la Russie - p.6/7 : Le peuple a besoin de son roi - p.8 : Allégo ma non troppo - p.9 : De Gaulle vu par Philippe de Saint Robert - p.10 : L'impossible plaidoyer - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'État nécessaire.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris  
Téléphone : 01 42 97 42 57  
Télécopie : 01 42 96 05 53  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

# On demande des esclaves

**Bons à rejeter à la mer, à expulser par charters, ou hypocritement incités au retour, les immigrés sont maintenant invités à venir massivement travailler en Europe. A la gestion xénophobe succède la régulation esclavagiste. Deux formes de mépris. Deux modes de violence.**

Il n'y a plus d'immigrés ! Ou plus exactement, l'immigration a cessé d'être une question politique. Magie du discours : le « grave problème » que Jean-Marie Le Pen avait placé au centre du débat national par la faute de la droite (sa démagogie sur « l'immigration zéro ») et de la gauche (la « bonne question » selon Laurent Fabius) a disparu en quelques mois.

Nous savons pourquoi : le Front national s'étant disloqué en raison de ses contradictions internes, il n'était plus nécessaire que la classe politique de droite et de gauche rivalise dans la complaisance, l'hypocrisie et la lâcheté. Quant aux médias, ils se sont trouvés de nouveaux boucs émissaires sans aucun regret : comme la célèbre pile Wonder « qui ne s'use que quand l'on s'en sert », Jean-Marie Le Pen s'était usé parce qu'on s'en était beaucoup servi. Rideau.

Bien entendu, tous ceux qui, comme nous autres royalistes, ont démontré et hurlé dans les rues que le « problème de l'immigration » relevait du fantasme ont eu raison. Mais leur facile clairvoyance ne leur vaudra pas la considération des éminences qui nous gouvernent ou qui nous ont gouverné. D'abord parce que l'élite au pouvoir garde ses compliments et ses médailles

pour sa clientèle. Ensuite et surtout parce que ces messieurs et ces dames se moquent des immigrés et des immigrées comme de leur première tartine de foie gras. Du moins dans le domaine politique : peu importe à nos dirigeants que les immigrés soient « une chance pour la France », comme le disait naguère Bernard Stasi, et l'altérité nécessaire à l'identité nationale comme nous l'avons pour notre part montré. Preuve : ceux qui croyaient que l'esprit d'ouverture l'avait emporté, et qui ont de nouveau réclamé le droit de vote pour les résidents étrangers aux élections locales, ont été sèchement réduits au silence par Lionel Jospin.

## « Pragmatisme... »

Pour la droite comme pour la gauche, les migrations ne relèvent que de la gestion économique : affaire de statistique, de stocks, de flux, d'offre et de demande, autrement dit de « pragmatisme ». Or le pragmatisme a ceci d'épatant qu'il se retourne comme un gant au gré des convenances. Il y a quelques années, M. Giscard d'Estaing dénonçait « l'invasion » des immigrés et il y a quelques mois encore des sommités de gauche songeaient à la meilleure manière de se débarrasser d'eux. Au « réalisme » xénophobe, a

succédé le « réalisme » xénophile. Tour à tour, le patronat, Alain Juppé et Roselyne Bachelot déclarèrent qu'il fallait faire venir des immigrés. Et voici qu'un rapport des Nations unies conclut que, pour compenser le déficit démographique et payer les retraites, l'Europe aura besoin de 159 millions d'immigrés d'ici à 2025. La France, pour sa part, aurait à faire entrer pour cette période un contingent de 23 millions d'étrangers actifs, soit 776 000 par an. C'est net et précis comme un coup de trique. Mais on oublie de dire si cette importation pragmatique inclut la parenté inactive (grands-parents, enfants) de l'« actif ». A la frontière, lui ouvrira-t-on la mâchoire pour inspecter sa dentition ? Détail, comme disait l'autre. Ce qui est sidérant, c'est la vitesse de diffusion du nouveau dogme. Alain Minc l'a entériné, mais en réclamant des quotas à l'américaine - afin qu'on puisse choisir le dessus de la cargaison. Et René Teulade (socialiste, tendance François Hollande) a présenté comme « probable » l'appel aux immigrés dans son rapport au Conseil Économique. L'affaire est donc dans le sac : il n'y a plus de « problème », il n'y a plus de xénophobes, il n'y a même plus d'immigrés puisque désormais on préfère parler de « travailleurs migrants ». Cela signifie qu'aux esclaves pauvres, on préférera des esclaves diplômés. C'est sans doute cela, la modernité.

Sylvie FERNOY

# Échec

Madame Aubry, où est votre victoire ? Après la décision du Conseil constitutionnel, vous la proclamez à tous vents et dites que la loi des 35 heures a été globalement entérinée, alors que des dispositions importantes ont été censurées : la loi ne pourra pas remettre en question les accords déjà signés, le dispositif de pénalisation des entreprises n'ayant pas réduit la durée du travail a été annulé, et le fameux amendement Michelin, soumettant tout plan social à la conclusion d'un accord sur la réduction du temps de travail (RTT) a également été censuré, de même qu'une disposition relative au SMIC et portant sur le temps partiel.

Voilà qui satisfait la droite et accroît le prestige du Medef, qui remporte là encore un combat tactique. Bien entendu, on peut toujours jouer à la bouteille moitié pleine, moitié vide. Mais la décision du Conseil constitutionnel contribue à vider la loi sur la RTT de son sens et de ses avantages. Il est certain que cette loi crée peu d'emplois, et que le Medef l'a très habilement utilisée pour obtenir toujours plus de flexibilité, de « modulation » salariale et une annualisation croissante.

Dans quelques années, des analystes impartiaux concluront vraisemblablement à l'échec de la loi sur les 35 heures, et additionneront l'ensemble de ses effets pervers. Mais Madame Aubry ne sera plus ministre des Affaires sociales et Lionel Jospin aura pu faire figurer la loi sur la partie gauche de son catalogue pour la prochaine présidentielle. Le tour est joué.

Maria DA SILVA

## Prisons

**S**uicides de détenus, grèves de gardiens, confidences diverses : la dégradation des conditions de détention dans les prisons françaises est un fait connu depuis de nombreuses années. Il a fallu attendre le témoignage du médecin-chef de la Santé pour que ce que les hauts responsables nomment un « problème préoccupant » soit dénoncé avec les mots qui conviennent : scandale, honte, horreur quotidienne dans laquelle sont plongés les prisonniers, les gardiens, les médecins.

La prison est faite pour priver de liberté les personnes reconnues coupables de graves méfaits. Telle est la peine, fixée en droit. Il n'est pas tolérable que s'y ajoutent les maladies dues au manque d'hygiène, les humiliations, les coups, les viols, la « torture blanche » de l'isolement - toutes les violences relatées par le docteur Véronique Vasseur dans un livre dont *Le Monde* a publié (le 14 janvier) un important extrait. Il ne suffira pas de s'indigner et de dénoncer. En d'autres temps, la gauche aurait immédiatement lancé un appel à la mobilisation civique, pris l'initiative d'une pétition, organisé des manifestations.

On espère que les socialistes, les communistes et les Verts appelleront les citoyens à descendre dans la rue sans plus de délai.

On attend surtout que Madame le Garde des Sceaux annonce au plus tôt un programme national de réfection et d'humanisation des prisons. Si Elisabeth Guigou se contente d'effets d'annonce ou de demi-mesures, elle ne serait plus digne de rester en fonctions.

Jacques BLANGY

## Petite justice de tous les jours

Mais de quoi parlent ces gens ? De l'indépendance de quoi ? De la Justice ? Ha bon ! la Justice. Mais au fait, laquelle ?

**N**ous sommes à l'audience du Tribunal correctionnel d'une petite ville de l'Ouest, à l'automne dernier. Avant même les plaidoiries, la jeune femme à la barre a déjà tout faux : un gros corps maladroit, un prénom qui fait rire et des yeux résignés. La main de la Justice va lui mettre une grosse claque et ça se voit dès le départ.

Son histoire est tristement lamentable. Elle n'a pas 20 ans et déjà un petit bébé. Après bien des galères, elle a trouvé un emploi de caissière dans une grande surface du coin. Elle croit saisir sa chance et se donne à fond à son boulot. La pauvre fille ! Elle doit être la seule à ne pas s'être aperçue qu'elle travaillait chez un négrier notoire, qui collectionne en toute impunité les infractions au Code du travail, usant les caissières dans des contrats à l'essai accompagnés de promesses d'emploi jamais tenues.

## Mauvais plan...

Lorsque la jeune femme a appris un midi qu'elle était licenciée le soir-même, elle en a conçu un immense dépit et un plan déplorable : elle a téléphoné à deux amis en leur demandant de venir au magasin, de remplir un chariot et bien sûr de passer à la caisse qu'elle tenait encore jusqu'au soir. Ils en remplirent pour près de 7 000 F de marchandise, qu'elle factura... 250 F.

Les vigiles s'aperçurent du manège et les interceptèrent. Le négrier récupéra la marchandise mais porta plainte quand même, et le tout finit donc au Tribunal correctionnel.

À l'audience, le patron du magasin a demandé un dédommagement symbolique de 500 F par personne. « Symbolique » a-t-il dit. 500 F : c'est à peu près le quart du RMI de la fille. Décidément ce patron ne partage rien avec ses caissières : ni sens de la valeur des choses, ni « symbole ».

## Vers l'an 2000...

Pendant que l'avocat commis d'office tente d'expliquer une réaction « *certaines épidermiques et regrettable, mais par certains côtés compréhensible* », la pauvre fille pleurniche dans son coin. Il y a quelques mois déjà, elle avait « bricolé » des papiers afin d'obtenir une allocation : une combine tout aussi pitoyable qui lui avait déjà valu de la prison avec sursis. Du coup ce soir, c'est de la prison ferme qu'elle risque.

Et la sanction n'a effectivement pas tardé : deux mois ferme, a dit le juge, plus quatre de sursis qui tombent et qui font six. La jeune femme a pleurniché de plus belle en suppliant de ne pas aller en prison. Aux dernières nouvelles, elle a passé à l'an 2000 derrière les barreaux.

Paul GILLES

Rien n'est inventé dans cette histoire. Elle est même d'une navrante banalité.

## Violence économique

Bien sûr : ça ne se fait pas, et la société se doit de réprimer le vol et l'escroquerie. Bien sûr.

Mais c'est toujours la même chanson : Pourquoi le patron n'a-t-il pas eu, lui aussi, affaire au juge, malgré les multiples infractions avérées au cours de l'instruction ? Pourquoi le droit du travail ne prévaut-il que très rarement sur cette loi du plus fort qui est la règle dans les entreprises ? Et quel est le pire des voleurs : la pauvre fille un peu simplette ? ou le commerçant qui fait son gras avec les espoirs déçus des petites gens ?

Il n'y a jamais grand monde à assister à ces audiences, et bien peu de personnes connaissent l'épouvantable violence physique et verbale, mais aussi violence économique, étalée au nom de cette « justice de proximité ». Et dans cette salle de prétoire ordinaire, le fameux débat sur l'indépendance des magistrats dont on nous rebat les oreilles paraît lointain, abstrait. De quelle indépendance parlons-nous ?

Aux yeux de la caissière, il est évident que le juge et le procureur, l'avocat et son ancien patron qui plaisantent ensemble dans un coin sont au contraire très dépendants : ils appartiennent, pour elle, à la même coterie, à la même caste toute-puissante et ricanante d'une petite ville de province.

## Toute la Russie rien que la Russie

Eltsine a rempli sa fonction historique : diriger la transition entre le système soviétique et la Russie moderne, l'empire et la nation, la grande puissance et la puissance moyenne. Il a achevé sa tâche. Désormais la Russie n'est plus que la Russie.

**F**ort nombreux en France, les russophiles, qu'ils le soient pour la patrie du socialisme ou pour le Tsar, pour l'alliance franco-russe ou pour la capitale de l'orthodoxie, pour Soljenitsyne ou pour l'amour d'une riche littérature, doivent se faire une raison : la Russie rentre chez elle. Elle correspondra de moins en moins à l'image que nous nous en sommes faite. Il faut arrêter de plaquer sur elle les clichés de nos nostalgies. Il faut aussi ne plus la flatter. D'ailleurs, cela ne sert plus à rien. La Russie reprend en mains son destin. Elle n'a pas besoin de nous.

Donc, non, la Russie ne sera plus une « grande puissance », ni ne cherchera à le redevenir au moins pour un temps assez long. Il est inutile de compter sur elle pour une stratégie mondiale et il ne faudra pas plus la bercer de rêves de copartenance stratégique. Les « kremlinologues » de la Maison Blanche seront bien inspirés de ne pas l'entretenir dans l'idée que la puissance atomique demeure au cœur des relations internationales. Clinton a considéré que le principal acquis de la présidence Eltsine aura été le désarmement. C'est désormais du passé.

Il est tout aussi illusoire de l'imaginer animer une solidarité panslave ou a fortiori panorthodoxe. La Russie moderne n'est plus « la sainte Russie ». Ce sera une Russie

laïque comme l'était la Turquie kemaliste face au Califat. Assez de coupes byzantines même redorées, assez d'archimandrites fonctionnaires. L'heure, comme avec Atatürk, est au complet veston, au visage glabre et à la tête nue. La révolution léniniste avait connu de ces audaces mais au bénéfice de l'ouvrier des Soviets, figure mythique et réelle à la fois. Cette fois, le mouvement s'exerce au profit de la nouvelle génération. Celle qui a été formée non pas sous la perestroïka de Gorbatchev, non pas au parti communiste, mais au KGB d'Andropov (entre 1967 et 1982) qui ne parvint lui-même au pouvoir suprême que trop tard et trop peu de temps, l'année 1983, avant Gorbatchev. Les hommes d'Andropov avaient un regard froid, dépourvu de toute sentimentalité, et se tenaient prêts à tout sacrifier, le parti, l'idéologie, l'empire, pour sauver l'essentiel, c'est-à-dire le pouvoir, et diriger la réforme au lieu que Gorbatchev ait fait l'inverse et tout compromis.

Entre Primakov et Poutine, tous deux issus du KGB, la différence est radicale car elle est une question de génération. Le premier nous est plus familier car il appartient à la vieille école internationaliste du Komintern, celle des intrigues moyen-orientales et des certitudes de la guerre froide. Le second est un parfait inconnu pour l'Occident car le KGB qu'il a fréquenté avait opéré sa

mue et s'était réinvesti sur la situation intérieure et non plus à l'extérieur. Entre Loujkov et Poutine, il y a toute l'opposition de Moscou à Saint-Petersbourg. Le premier, le très populaire maire de Moscou, est l'héritier de la vieille centralisation, l'allié de la bureaucratie des apparatchiks transformés en capitalistes monopolistiques. Il a contre lui les provinces, dont les gouverneurs contrôlent les élections, et qui jouent Poutine pour faire éclater le carcan central, ainsi que les vrais libéraux qui ont eu le vent en poupe aux élections du 19 décembre. Le second, Poutine, adjoint du maire réformateur de Saint-Petersbourg où il est né, n'a qu'un seul portrait accroché dans son bureau, celui du fondateur de la Russie moderne, Pierre le Grand (1689-1725), dont la grande oeuvre fut la création de la ville, en réaction contre Moscou, la cité sainte, à demi-asiatique, hostile aux étrangers et citadelle du parti « vieux-russe ».

Libre de toute idéologie, de tout passé, de toute tradition, sans prétention à ce qu'il ne peut pas atteindre, parfait réaliste, il sait d'où il vient (de nulle part) et où en est la Russie (nulle part). Ce qu'il sera demeure encore caché. Mais en attendant, libéré du dialogue exclusif ou même privilégié avec Washington, la Russie de Poutine peut devenir un interlocuteur naturel, normal, pour les autres pays européens, d'égal à égal, sans complexe ni d'infériorité ni de supériorité, simplement un « nordique » de plus. Ce peut être une nouvelle chance pour l'Europe européenne.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

♦ **ESPAGNE** - C'est avec tous les honneurs militaires dus à une reine que, celle qui ne le fut jamais, la comtesse de Barcelone, mère de Juan Carlos I<sup>er</sup>, a été conduite à sa dernière demeure, le Panthéon des Rois, le monastère de Saint-Laurent de l'Escorial. Un parterre impressionnant de têtes couronnées et de représentants des maisons royales assistait aux cérémonies. La famille de France était représentée par la comtesse de Paris qui était à la fois sa cousine germaine par alliance et une amie très proche.

♦ **TONGA** - Le roi Taufa'Ahū Tupou IV, qui est dans sa quatre-vingt-deuxième année, vient de nommer le plus jeune de ses quatre enfants, âgé de 40 ans, le prince Ulukalala Lavaka Ata comme Premier ministre. Le roi lui-même avait servi jadis comme Premier ministre pendant le règne de sa mère, la reine Salote qui régna de 1918 à 1965.

♦ **DANEMARK** - Le prince héritier Frederik de Danemark se prépare à une expédition de plus de 3000 km en traîneau dans le Grand Nord. Cette expédition, baptisée Sirius 2000, commencera en février et devrait durer quatre mois. Agé de 31 ans, le prince, titulaire d'une maîtrise de sciences politiques, a été Premier secrétaire à l'ambassade du Danemark à Paris, c'est aussi un sportif accompli qui a suivi la formation du corps d'élite des nageurs de combat de la marine danoise.

♦ **AUSTRALIE** - La reine Elisabeth, accompagnée du duc d'Édimbourg, se rendra en visite officielle en Australie dans la deuxième quinzaine de mars. Pendant son séjour qui durera deux semaines elle visitera six des huit États qui composent la fédération. Ce voyage sera le premier après le référendum de novembre dernier où les Australiens ont massivement repoussé la réforme constitutionnelle qui voulait abolir la monarchie. Les organisations monarchistes - face aux républicains qui n'ont pas totalement désarmé - veulent faire de ce voyage un triomphe pour la souveraineté. Philip Benwell, président national de la Ligue monarchiste australienne rappelle que : « *La souveraineté et la couronne d'Australie sont l'essence même de notre intégrité constitutionnelle. Que sans la couronne nous n'avons plus de Constitution. Que sans la Constitution nous n'aurions plus de démocratie. Redire notre fidélité à la reine c'est aussi un engagement envers notre Constitution, notre peuple et notre pays* ».

♦ **LITHUANIE** - Face à la désillusion causée par la situation économique et sociale du pays, une certaine partie de l'intelligentsia et des médias considère que la monarchie serait une solution pour le pays. Quant à savoir qui mette sur le trône, ce n'est pas un problème pour Stanislovas Svedauskas, responsable de l'organisation monarchique *Palace of the Kingdom of Lithuania* : « *Après tout il y a eu des Lithuaniens, rois de Pologne et de Lithuanie du XIII<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle et ils se sont mariés avec presque toutes les autres dynasties européennes* ».

**F**amilier du Cambodge, notre ami Robert Gesnot anime une association pour l'aide aux hôpitaux et pour le soutien aux orphelins de ce pays longtemps martyrisé, dont il nous entretient régulièrement. Au cours de son dernier voyage, il a été reçu par le roi Norodom Sihanouk et par la reine Norodom Monineath. Robert Gesnot évoque pour nous cette audience, fait le portrait d'un homme avant tout soucieux de son peuple, et souligne le caractère décisif du rôle joué par ce roi sans pouvoirs constitutionnels, mais éminemment symbolique.

**Phnom Penh le vendredi 19 novembre à 11 heures.** Une chaleur de début de saison sèche enveloppe le Palais Royal. La nature abondante et colorée des jardins se régale de ce soleil, alors que l'hygrométrie atteint encore des sommets vertigineux.

Nous n'avons guère le temps d'admirer le paysage, car le chef du protocole nous presse. Leurs Majestés le roi Norodom Sihanouk et la reine Norodom Monineath sont déjà prêtes à nous recevoir.

#### Accueil chaleureux.

Ce n'est pas la première fois que je rencontre le roi et la reine, mais je n'avais jusqu'alors jamais pénétré dans les appartements privés du palais et j'avoue être, comme tous ceux qui m'accompagnent, étreint par l'émotion. Un sentiment aussitôt effacé par la simplicité des

propos de Leurs Majestés.

Sur la proposition du roi, le photographe du palais et un cadreur opèrent tout à loisir. Puis nous pénétrons dans la salle de réception et nous sommes alors envahis par la certitude de vivre un moment unique.

Nous avions été chaudement recommandés par Son Altesse Royale, le prince Norodom Sihamoni, ambassadeur plénipotentiaire du royaume du Cambodge auprès de l'Unesco, et son intervention avait valeur de sésame. Le prince, il est vrai, suit avec attention et appuie les efforts que nous faisons pour son pays (je conduisais ce jour-là une délégation du Comité pour les Hôpitaux et les Orphelins du Cambodge (C.H.O.C.), dont je suis le secrétaire général).

Le roi multiplia au cours de cette entrevue les attentions à notre égard. Il nous garda plus d'une heure, ce qui est loin de

la durée habituelle des réceptions protocolaires. Son intérêt n'était pas feint puisqu'il nous fit remettre les insignes officiels du palais, honneur assez rare, et qu'il nous fit de ses propres mains un magnifique cadeau.

#### Des « républicanistes » ébranlés

Les royalistes n'étaient pas légion dans notre délégation, hormis nos amis Lim Sopheap, président de C.H.O.C.-Cambodge, et le docteur Lyvong Yaoly, président de C.H.O.C.-France, et son épouse.

Mais tous (nous étions dix-neuf) ont ressenti l'importance de l'événement et beaucoup d'entre-nous sont rentrés en France en gardant en mémoire la fascination exercée par Leurs Majestés.

« Aujourd'hui, mon républicanisme en a pris un coup », dira l'un. « L'accueil que le roi et la reine eux-mêmes nous ont réservé aura été un des temps forts de ce séjour », déclarera un autre. « De tous les entretiens officiels, aussi importants aient-ils été pour le C.H.O.C. et la pérennité de ses actions, c'est tout de même celui accordé par le roi Norodom Sihanouk et la reine Monineath qui restera gravé dans l'esprit de tous », écrira un troisième.

C'est qu'en effet Sa Majesté le roi Norodom Sihanouk reste, malgré l'âge et les ennuis de santé, l'homme qui avait séduit de Gaulle, Mao

Zedong et Zhou Enlai. Il garde cet esprit lucide, cette faculté de comprendre les choses et de les exprimer en les rendant positives. Avec cette dimension supérieure que lui apporte le bouddhisme, celle d'être un unificateur grâce auquel les Cambodgiens se retrouvent, quels que soient les soubresauts de la politique.

Dans son palais, le roi sait ce qui se passe à l'extérieur. Il parle du sida, fléau qui touche de plein fouet cette partie de l'Asie. Il parle des routes, défoncées par vingt années de guerre et qui ne permettent pas aux habitants de voyager et à l'économie de redémarrer. Il parle de la misère du peuple et sa souffrance est alors apparente. Il est l'illustration vivante de l'épithète que l'on peut lire sur la stèle de Jaya-

varman VII (1) : « Car c'est de la douleur du peuple que naît la douleur du roi et non de sa propre douleur ».

#### Le « papa »

Il est le « papa » et la reine la « maman ». J'ai pu le vérifier en montrant à des enfants, près du « marché russe », des photographies sur lesquelles ils se trouvaient : « Oh ! Papa ! Oh ! Maman ! », se sont-ils écriés avec, dans la voix, plus de tendresse encore que de respect.

Et le roi le sait. Lorsqu'il aborde la politique et les événements de juillet 1997, il dit : « J'ai essayé de ramener chacun à la maison. J'ai parlé. Je suis le « papa ». Parfois mes enfants m'écoutent, parfois ils ne m'écoutent pas ».

Dans ce conflit qui a opposé les deux co-Premiers ministres de l'époque, M. Hun Sen et le prince Norodom Ranariddh, le roi dit la raison. Il a exprimé la morale. Il a fait savoir ce qui était bon pour le Cambodge. Et cela a suffi. Bien qu'il ne dispose, selon la constitution, d'aucun pouvoir, son charisme est tel que sa sagesse a été comprise.

Son image dans le peuple est très forte. Lorsque le roi est à Phnom Penh, ses couleurs flottent sur le Palais Royal aux côtés de celles du Cambodge. Et les passants les regardent. « En ce moment, notre roi est auprès de nous », m'avait dit une guide-conférencière rencontrée quelques jours plus tôt.

Le peuple a besoin de ce roi. Le peuple est pauvre. 43 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le peuple est malade. Près d'un enfant sur cinq n'atteint pas l'âge de cinq ans. L'espérance de vie est de 54 ans. Le sida, la tuberculose, les maladies liées au manque d'hygiène tuent tous les jours et le système de santé n'est qu'au début de sa reconstruction. Grâce aux ONG. Grâce à un gouvernement qui a compris les enjeux, bien que ses moyens soient limités. Grâce au roi qui représente l'espoir, la stabilité et la moralité d'un Cambodge en reconquête de son image.

**Robert GESNOT**

(1) Jayavarman VII, le dernier grand roi d'Angkor à la fin du XII<sup>e</sup> siècle.



♦ Au moment de l'échange de cadeaux.

## Points de repère

Compliquée et mouvementée, l'histoire du Cambodge mérite quelques rappels pour la gouverne de nos lecteurs.

**A** partir de 1970, le paisible Cambodge a vécu le martyre. A l'instigation des États-Unis, le maréchal Long Nol renverse (18 mars 1970) le prince Norodom Sihanouk, jugé trop complaisant à l'égard des communistes. Chef de l'État depuis 1960, le prince avait rompu les relations diplomatiques avec les États-Unis en 1965, suite à l'intrusion de soldats américains à la poursuite d'éléments du Viêt-cong venus se réfugier sur le territoire cambodgien.

En 1972 et 1973, l'aviation américaine procéda à des bombardements massifs - 40 000 tonnes de bombes déversées chaque mois ! - qui n'empêchèrent pas les Khmers rouges de s'emparer de Phnom Penh le 17 avril 1975. Entre le coup d'État de 1970 et la chute de la capitale, la guerre fit 500 000 morts, sur une population qui comptait 7 à 8 millions de personnes.

La prise du pouvoir par les communistes cambodgiens entraîna immédiatement l'institution d'un régime de terreur : déportation de la population de la capitale vers la campagne et « régénération » du peuple par des massacres de masse, à la fois politiques (royalistes, partisans de Long Nol, éléments « bourgeois »...) et ethniques (habitants originaires du Viêt-nam et de Chine). Entre 1975 et 1980, un million de personnes furent massacrées ou périrent d'épuisement dans les camps de travail forcé et 350 000 Cambodgiens se réfugièrent en Thaïlande.

En décembre 1978, l'armée

communiste vietnamienne envahit le pays, entre à Phnom Penh en janvier 1979 et met fin au régime de terreur. Exodes et famines frappent encore la population en 1979 et 1980, pendant que les communistes mènent des opérations contre les zones contrôlées par les Khmers rouges et par les maquis fidèles au prince Sihanouk. L'occupation militaire vietnamienne dura jusqu'à ce que le prince, revenu au Cambodge, obtienne le retrait des troupes étrangères qui a lieu en septembre 1989. En octobre 1991, les accords de paix sont signés à la conférence de Paris, ils ouvrent la voie à une ère nouvelle. Les troupes de l'ONU (Apronuc) sont chargées de faire respecter le cessez-le-feu, de désarmer les maquis et d'organiser le retour des réfugiés. Cela dans la perspective des élections de 1993.

Ces élections permettent la constitution d'un gouvernement d'union nationale, sous la direction de deux Premiers ministres, Norodom Ranariddh (fils de Sihanouk) et Hun Sen (l'ancien chef du gouvernement mis en place par les Vietnamiens). En septembre 1993, la monarchie parlementaire est rétablie et le prince Norodom Sihanouk est intronisé roi. Les Khmers rouges, qui n'avaient pas participé à la consultation, tentent de relancer la guérilla. C'est un échec : peu à peu, la paix est rétablie au Cambodge.

**J. B.**

Cf. les précédents reportages de Robert Gesnot : « Cambodge, de l'ombre à la lumière », *Royaliste* n° 684, 7 avril 1997 et « Norodom Sihanouk, l'éternel recours », *Royaliste* n° 716, 16 novembre 1998.

♦ Le C.H.O.C. (Comité pour les Hôpitaux et les Orphelins du Cambodge) intervient dans ce pays depuis près de dix ans : centre de soins, orphelinats.

♦ L'association a un besoin urgent de 27 000 dollars pour reconstruire un dortoir à l'orphelinat de Kompong Spen. Des enfants sont sans toit.

♦ Aidez le C.H.O.C. par des dons ou en adhérant (membre actif : 100 F ; membre honoraire : à partir de 250 F ; membre bienfaiteur : à partir de 1 000 F).

Envoyez chèques et courrier à :

**C.H.O.C. - Robert Gesnot, 4 impasse des Oeilleux, 10600 La Chapelle-Saint-Luc, Tél. : 03.25.79.54.76**

# Allégro, ma non troppo

**Le ministre Claude Allègre avait pourtant fait une entrée sympathique. Avec ses titres de chercheur, sa mine riieuse, son franc-parler et la faconde iconoclaste à l'égard des dérives scientistes du cartésianisme, élèves, parents et professeurs crurent qu'on avait affecté à l'Éducation nationale pour leur bonheur un Charras cultivé et cocasse.**

Puis vint la gaffe ! La grossièreté du « dégraisser le mammoth » était-elle tactiquement géniale ? Un inquiétant relent de populisme imprégnait ce mépris de l'administration, des profs, des syndicats, venant de celui qui avait vocation de stimuler et rendre justement plus « allègre » l'austère et signalé service que ces personnels rendent aux jeunes citoyens, aux familles et à la nation.

Depuis, le doute s'est dissipé à voir bondir et rebondir comme un lourd ludion ce ministre du bain de parole : il sait tout, tranche de tout, présente les coups de pied qu'il lâche à tout bout de champ comme des combats dantesques contre les ennemis qui se mettraient en travers de sa réforme. Car ce ministre nourri de rapports, gavé d'expertises, bardé de convictions, incarne le réformateur et la réforme : il est une Réforme qui va, selon les

préceptes de l'unique et tragique non-pensée dominante.

Un essai en rend compte (1), celui de Martin Rey, professeur agrégé en poste du côté de Toulouse. Défenseur de l'école républicaine, il ne se contente pas de dénoncer les agressions du réformisme ministériel mais se réfère, au-delà de Jules Ferry, aux sources vives de la tradition éducative. Car ce que l'on nous présente comme « la crise de l'école » n'est pas un problème interne à l'Éducation nationale en France mais un choix politique radical qui engage l'image de l'homme.

Martin Rey excelle dans la démystification de l'enthousiasme quasi millénariste avec lequel est prôné l'abandon aux réformes. Au nom du changement pour le changement, et pour faire passer toutes les abdications, on étale un véritable bazar d'idées prises dans les rapports ou chez les voisins - par exemple le tutorat

## « La N.A.R. en textes »

Chaque année, depuis 1981, ont été votées, par les adhérents de la NAR lors de nos congrès, des motions fixant les positions de notre mouvement sur les grands sujets d'actualité. Rassemblés en deux brochures ces textes forment un corpus qui explique et éclaire le projet politique de la NAR.

♦ La N.A.R. en textes (1) - congrès 1981-1991 - prix franco 10 F

♦ La N.A.R. en textes (2) - congrès 1992-1999 - prix franco 10 F

formation de la main-d'œuvre prend le pas sur celle de la personnalité. En dehors d'une mince couche de sujets « performants », il s'agit d'initier à la loi du troupeau le solde des dévalorisés, des exclus, sous le statut de survivants (équipés - en anglais dans les rapports - de *survival kits* (2) !). L'école complice et coupable de cela !

En dépit du désastre culturel évident induit par le libéralisme anglo-saxon et de la misère intellectuelle qu'il a généralisée outre-Manche, le « libéralisme bureaucratique bien français » emprunte le même chemin : gestion de la pénurie, décentralisation, privatisation. Et pour remplir cette mission, rêve dans les années 70 par le Club de l'horloge, il déploie sur les programmes et les méthodes l'autoritarisme tatillon caricatural de l'administration « à la française ». C'est ainsi qu'un gouvernement conformiste - inspiré à la fois d'hédonisme libertaire et d'utilitarisme libéral - a récupéré les armes progressistes pour déstabiliser la société à son profit et lui faire accepter les changements rentables. Toute une partie de la gauche signe là son reniement : elle qui prétendait avoir en héritage l'école républicaine, elle travaille actuellement main dans la main avec la droite libérale à la destruction de la république.

Quant aux cycles, refus de procéder au ressaisissement de l'enseignement primaire dont l'incapacité programmée à dispenser les savoirs fondamentaux plombe toute la carrière des moins favorisés. Sur le bac, ne pas convenir de sa dévalorisation (60 % d'une classe d'âge au lieu de 20 % en 1960) et persévérer dans un « allègement des programmes » et la baisse du nombre d'heures d'enseignement sous prétexte de « soutien » aux plus faibles. Abandon des disciplines par trop minoritaires (le russe, les langues anciennes) que seuls les lycées « chics » peuvent déclarer rentables ; chantage à la privatisation des établissements qui ne pratiquent pas l'ouverture à la concurrence, l'adaptation à l'économie locale sur le thème de l'enfant client, de l'entreprise consommatrice.

La psychanalyse que tente Martin Rey de cette gauche anti-autoritaire, libéral-libertaire, de son culte morbide des jeunes « bons sauvages », de leur violence rédemptrice envers l'autorité qui les traumatise, mériterait une enquête intellectuelle plus rigoureuse. Mais une chose paraît sûre : même sous une apparence démocratique, une telle convergence des répulsions de droite et de gauche envers l'État et la nation ne peut conduire qu'au servage volontaire.

Luc de GOUSTINE

(1) Martin Rey - « La chute de la maison Ferry » - Arléa - prix franco : 97 F.

(2) trousses de survie.

La culture, sommée de faire la preuve de son utilité, doit prouver qu'elle n'est pas « coupée des réalités ». La

# De Gaulle vu par Philippe de Saint Robert

La dernière livraison de *Commentaire* comporte un texte de Raymond Aron sur le général de Gaulle. Paru pour la première fois en 1965, en anglais, il s'agit d'un article destiné à une encyclopédie, qui entend prendre de la distance pour esquisser un jugement à l'égard d'un « grand homme » dont le destin politique n'est pas encore achevé. Comme il faut s'y attendre avec Raymond Aron, le jugement est équilibré, balancé, il laisse place à une pluralité d'opinions (« mieux vaut que chaque lecteur réponde pour lui-même après avoir réfléchi... »). Chacun sait que, « pour lui-même », Aron était plus que réservé. Dès Londres où il était présent, il constituait une sorte d'opposition intérieure au général, et plus tard il n'admit jamais une politique d'indépendance dont le risque était, selon lui, de fragiliser le camp occidental.

J'ai lu *Commentaire* au moment où je venais de relire le livre de Philippe de Saint Robert sur « De Gaulle et ses témoins ». Le contraste est, d'évidence, frappant entre le libéral sceptique et le gaulliste fervent et déterminé. C'est d'abord une question de proximité. Raymond Aron rappelle à juste titre combien le général ne souffrait pas de livrer sa vie privée sur la scène publique. Philippe de Saint Robert serait le dernier à nier cette évidence, mais justement le mystère de Gaulle est pour lui l'occasion d'une méditation approfondie sur la nature de l'homme et de sa politique. Cet ethos qui consistait à demeurer farouchement secret est déjà la marque d'un politique supérieur. Nous ne le comprenons que trop aujourd'hui où nos responsables ne craignent pas d'exposer leurs petits ego sous les flashes des émissions de variété. Mais il y a plus encore derrière la pudeur gaullienne qui défend farouchement une liberté intérieure. Seuls les plus proches ont compris sur le moment combien l'orgueil bien réel de cet homme avait pour pendant ce que Maurice Clavel appelait une « humilité véritablement métaphysique ». Peut-être d'ailleurs, sur ce point, de Gaulle et Aron avaient-ils une paradoxale ressemblance.

Mais si « l'homme privé n'appartient qu'à lui-même et à ses proches » selon Aron, cet homme privé, nous pouvons comprendre avec Saint Robert comment il explique l'homme public. Telle confidence bouleversante du général sur sa fille Anne, qui était handicapée - « elle est une grâce de Dieu dans ma vie. Elle m'aide à demeurer dans la modestie des limites et des impuissances humaines » - nous permet de saisir l'étonnante humanité de ce politique qui un moment avait laissé entendre que les vertus évangéliques ne prédisposaient pas à l'empire. Maritain avait aussi bien deviné que Clavel, en parlant de « l'humilité cachée de cet homme dédié à la grandeur ». Tout est dit et il est inutile d'aller rechercher dans « le petit tas de secrets » de quoi étancher les curiosités de nos enquêteurs faussement indignés de l'omerta à la française. La grandeur pour de Gaulle c'est un projet dédié à une certaine idée de l'homme, c'est un instrument de force au service de nos fragilités, c'est une médiation indispensable pour défier les fatalités. Quelques mois avant la fin, le général avait confié à Saint Robert que

c'est parce qu'elle n'avait pas la puissance des plus grands, que la France devait nécessairement avoir une grande politique.

Que de Gaulle ait été bouleversé par Hiroshima, alors que tant d'autres ne voyaient dans le malheur du Japon que la juste revanche du destin, ne saurait étonner que ceux qui restent bloqués sur l'image d'un cynique manœuvrier. Certes, de Gaulle, en classique qu'il est, plus proche du Grand siècle que de celui des Lumières, est persuadé, plus que quiconque, de l'autonomie du politique et de l'efficacité propre à ses moyens, notamment militaires et diplomatiques. Mais la politique est au service de valeurs transcendantes, dont Malraux était le témoin à ses côtés. Déjà le jeune officier s'est distingué comme un écrivain contrarié qui pense qu'Alexandre est inintelligible sans Aristote. Le 18 juin 1940 était ainsi préparé dans l'esprit, la volonté et le cœur d'un de Gaulle, militaire certes, mais militaire qui a mûri la vocation de la France, l'essence du politique ainsi qu'un désir de liberté qui n'est pas sans vocation œcuménique.

Comment Malraux aurait-il eu le coup de foudre - pour reprendre l'expression de Maurice Schumann - s'il n'y avait

pas eu tout cela et donc une étonnante connivence entre deux hommes aux identités et aux passés si contraires. Philippe de Saint Robert nous livre le fond des choses : « De Gaulle, comme métaphysicien du refus, délivre Malraux de ses hantises spengleriennes. Malraux, comme interprète génial de l'anti-destin et comme philosophe de la métamorphose faite loi du monde, délivre de Gaulle de ses hantises nationalistes : la France devient révolutionnaire aux yeux du monde. Elle incarne une révolte supérieure qui vient de l'esprit et pas seulement du niveau de vie ». Il ne faut pas chercher plus loin la raison du plus ou moins subtil discrédit dont souffre aujourd'hui le type politique qui s'incarne dans la figure du général. On veut nous faire croire que cette typologie serait obso- lète et que l'ère libérale réclamerait de

modestes gestionnaires sans trop d'idées de grandeur et de rapports à l'histoire, et dont la seule utilité serait de s'adapter à la course du monde et aux fatalités bienfaisantes de l'économie. Dans cette perspective l'anti-destin est pure folie et Malraux un écrivain définitivement farfêlé, retourné au rêve romantique qu'il partagea avec le trop fameux général.

Le succès populaire du spectacle de Robert Hossein sur *L'Homme qui a dit non* nous donne ainsi à réfléchir, car il contraste avec la résignation des politiques qui, sous couvert de modernité, sont dans l'incapacité de refuser la fatalité. Ce n'est pas seulement question de caractère, c'est affaire d'intelligence historique et d'appréciation du rapport au monde de la liberté humaine. Philippe de Saint Robert va chercher chez Bergson des formules de ce volontarisme qui caractérise la conception gaullienne de la politique et il s'interroge : « Ainsi n'a-t-il peut-être pas rendu les Français meilleurs, [...] mais il a rendu à la France, en plein XX<sup>e</sup> siècle, une signification qui, lors même que les Français l'oublieraient, demeure valable pour le monde, et qui est estimée comme telle. Par là, il a changé quelque chose aux apparentes fatalités d'un univers fragilisé d'archaïsme ; il a, surtout, réintroduit la volonté héroïque dans l'histoire, jusque dans un temps de paix apparente ». Pour nous-mêmes aujourd'hui, au-delà de toutes nos métamorphoses, la leçon ne saurait être perdue. L'éloignement du général nous fait percevoir l'urgence d'un retour au politique. Qu'enfin reviennent les politiques !

par Gérard Leclerc



Philippe de Saint Robert - « De Gaulle et ses témoins - Rencontres historiques et littéraires » - Bartillat - prix franco : 110 F.

Un nouveau  
"Cité" !

Cité



## SOMMAIRE n° 32

• Éditorial

### Dossier :

#### « Retour du social »

- Renouveler les élites par Luc de Goustine
- Logique marchande : vers un nouveau totalitarisme ? par Philippe Arondel
- Les 35 heures ou l'« employabilité »... par Nicolas Palumbo
- Les périls de l'Europe monétaire par Alain Parguez
- Économie et temporalité par Bertrand Renouvin

### Point de vue

- La liberté contre la communication par Jean Sur

### Chronique

- Henri le Conciliateur

### Magazine

- Des choses cachées entre la fin de l'histoire et le début de la post-humanité par Criton des Alpes
- Les mers rouges par L.G.

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Cité"

NOM/Prenom

Adresse

☐ commande le numéro 32 de Cité (40 F franco)

☐ s'abonne à Cité pour 4 numéros (140 F) à partir du n° 32

Règlement à l'ordre de "Cité"  
17, rue des Petits-Champs  
75001 Paris

Beria

# L'impossible plaidoyer

**Beria impitoyable mauvais génie de Staline ou visionnaire incompris ?**  
Dans un livre passionnant, son fils tente de redresser le plateau de la balance.

Staline ne manquait pas d'humour. C'est ainsi que, lors de la conférence de Téhéran fin 1943, il présenta Beria, à un Roosevelt interloqué, comme « notre Himmler ». Le souvenir laissé dans l'histoire par l'ex-patron du NKVD (1) est effroyable. Cet obsédé sexuel frénétique fut pleinement associé, dans tous ses délires, à son compatriote géorgien, le petit père des peuples, du temps où celui-là conduisait ceux-ci vers des lendemains qui devaient chanter.

Beria un monstre ? Tel n'est pas l'avis de son fils Sergo qui, dans un livre de souvenirs (2), tente de réhabiliter la mémoire de son père. Vaste programme ! Mais passionnant de bout en bout, car ce témoignage vaut également et peut-être davantage par les multiples éclairages qu'il donne sur une période de l'histoire encore largement couverte par les mensonges d'État. Certes, comme Françoise Thom, l'excellente traductrice et préfacière de l'ouvrage l'y invite, le lecteur devra faire la part des réserves d'usage sur certains passages, il y sera pleinement aidé par les multiples notes d'origines diverses qui confirment, infirment, éclairent, nuancent les affirmations de l'auteur.

Qui fut Beria ? Un homme incontestablement intelligent. Bolchevik très jeune, ses capacités vite reconnues le conduisirent aux plus hautes fonctions au sein du Parti communiste (PCUS) et comme membre du gouvernement central

de l'URSS. Lucide il eut tôt fait de constater l'absurdité fondamentale d'un système basé sur la prééminence absolue d'un parti, refuge de médiocres. Il tentera de démontrer la paralysie permanente engendrée par le contrôle, à tous les niveaux, des organismes gouvernementaux par un appareil irresponsable. En vain.

Cynique, Beria le fut sans complexe. Il ne s'est jamais embarrassé du moindre sentiment humanitaire dans ses prises de position ; il n'avait aucun respect pour le peuple ; Sergo rappelle qu'il lui enseignait qu'il ne fallait jamais se conformer au désir des masses, par contre il convenait de donner à l'individu « au moins l'illusion de la liberté ».

Il fit couler beaucoup de sang, toujours à regret gémit son fils. Ce délicat se consolait par la culture des agrumes de l'obligation qui lui était faite d'exterminer ses compatriotes. Beria, c'était en quelque sorte le Fabre d'Églantine de la Révolution russe, n'était qu'il fut, entre autres mignardises, maître d'œuvre du massacre de Katyn (3) et organisateur du meurtre de Trotsky.

Ce matérialiste encarté n'avait que mépris pour Marx, l'homme indélicat vis-à-vis de Engels, le médiocre théoricien dont il tenait la théorie de la plus-value pour une faribole. Il vouait une grande admiration pour Adam Smith « toute l'économie est en lui » et pour l'Angleterre, il avait rêvé d'être le Disraeli de la Russie.

Il tenait la France pour responsable de tous les malheurs de son pays. « S'il n'y avait pas eu la Révolution française il n'y aurait pas eu celle de 1917 ». Ajoutons qu'il tenait Thorez pour un médiocre et Duclos pour une vipère. En résumé des paradoxes de ce calibre sur des dizaines de pages.

La mort de Staline, le 5 mars 1953, fut une aubaine pour lui : son arrestation suivie de son exécution étaient programmées dans le cadre d'une vaste campagne d'épuration, analogue à celle de 1937, en cours de préparation. Aubaine de courte durée. Membre de l'équipe dirigeante après la mort de Staline, Beria crut trop tôt son heure arrivée. En l'espace de quelques semaines il entreprit une série de réformes dont la réalité est attestée par de multiples documents et décisions ultérieurement reportées. Force est de reconnaître l'audace de celles-ci dont la plus importante était, en fait, la liquidation du parti, trente ans avant la perestroïka de Gorbatchev. C'en était trop pour les apparatchiks du PCUS qui se voyaient déjà privés de leurs rentes de situation. Le 26 juin 1953, Beria était liquidé. Comment ? Six versions officielles circulent sur cette fin...

Lecture faite du plaidoyer du fils, on n'ira pas plus qu'avant pleurer au souvenir du père.

Michel FONTAURELLE

(1) Le NKVD, commissariat du Peuple aux Affaires intérieures, fut un organisme de police politique soviétique chargé de la sécurité de l'État.

(2) Sergo Beria - « Beria mon père, chronique des années sanglantes » - Plon/Critérium - prix franco : 169 F.

(3) Découvert en 1943, le charnier de Katyn contenait les corps de plus de 4 500 officiers polonais massacrés par les Soviétiques.

Angers, 29 et 30 janvier  
Session de politique appliquée

## « Défendre, repenser, recréer l'entreprise »

◆ Dans cette session nous réfléchirons aux conditions qui permettent aux entreprises de déployer leurs activités sur les marchés nationaux et internationaux. Face aux assauts de l'ultra-libéralisme et de sa logique purement financière il faut remettre l'entreprise dans son champ, la situer dans la hiérarchie des structures politiques et des normes juridiques : la collectivité nationale, ses principes fondamentaux et ses lois, l'État, le projet économique général. C'est à ces conditions premières que les entreprises pourront se créer, vivre et se développer.

◆ Il faut bien entendu concevoir les entreprises comme des unités créatrices de richesses, mais en examinant comment elles peuvent contribuer à la prospérité des divers ensembles qui leur permettent d'exister (ville, département, nation) et comment les profits sont redistribués (salaires et actions) à tous ceux qui permettent de les constituer.

◆ Quatre ateliers permettront d'étudier des questions décisives :

- 1/ L'entreprise en péril : pourquoi ? Comment ? Atelier animé par Philippe Arondel, économiste et syndicaliste.
- 2/ Entreprise et salariat - Atelier animé par Philippe Arondel.
- 3/ Entreprises et collectivités publiques - Atelier animé par Bertrand Renouvin.
- 4/ Entreprises et création de richesses - Atelier animé par Pascal Beaucher.

◆ Sur le plan pratique, le rassemblement a lieu à 11 h à la Taverne de l'Écubier (20 Rue Châteaugontier à Angers) suivi d'un déjeuner. La session proprement dite débute à 14 h au Centre d'Accueil du Lac de Maine, rue de Bouchemaine. L'hébergement se fait au Centre d'Accueil. Le samedi soir : soirée festive à la Taverne de l'Écubier.

Renseignements complémentaires  
et inscriptions en téléphonant au  
02.41.48.95.03

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [royaliste@multimania.com](mailto:royaliste@multimania.com)
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste** - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 26 janvier : Tout le monde parle du jacobinisme, surtout ces temps-ci pour le dénoncer. Mais qui furent au juste les Jacobins de l'histoire ? Comment définir leur idéologie ? Qui peut à bon droit se réclamer de cet héritage politique ? Et comment analyser le courant anti-jacobin qui a bouleversé l'historiographie de la Révolution française ? Les questions se pressent, qui permettent d'éclairer les conflits de notre temps entre bolcheviques et républicains, entre communisme, socialisme et libéralisme. Nous avons demandé à

Michel VOVELLE de nous présenter « Les Jacobins, de Robespierre à Chevènement ». Avec cet éminent historien de la Révolution française, le débat sera à tous égards enrichissant.

● Mercredi 2 février : L'apport de Claude LEFORT à l'intelligence de phénomène totalitaire n'est pas nouveau puisqu'il s'inscrit au cours d'une existence militante, universitaire, politique, provoquée dès sa naissance par le fait communiste. Ses origines trotskistes l'ont familiarisé avec la critique interne du stalinisme et de la bureaucratie soviétique. Il compte aujourd'hui au nombre de nos meilleurs philosophes politiques. C'est dire tout l'intérêt de son dernier livre « La complication - Retour sur le communisme » qui est une avancée décisive pour la connaissance effective d'un système qui est celui du totalitarisme.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

Vous partagez nos principales opinions ?  
Vous voulez nous aider ?

**Adhérez !**  
Prenez votre carte pour l'an 2000 !

Demandez-nous un formulaire d'adhésion.

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# L'État nécessaire

**M**ais où est donc passé le **Monstre froid** ? Autrement dit, qu'en est-il aujourd'hui de la propagande ultra-libérale qui dénonce dans toute organisation étatique une bureaucratie paralysante, peuplée d'agents inutiles et coûteux ? Malgré sa diffusion massive, l'idéologie dominante est démentie par l'expérience historique que nous en avons et, plus nettement encore, par les catastrophes qui ont frappé ou qui frappent encore notre pays.

Évoquons rapidement notre expérience collective. Par bonheur, notre tradition monarchique et démocratique nous a permis d'échapper à la logique monstrueuse qui menace toute organisation, mais qui prévaut lorsque l'État ne répond plus à sa définition. La dégénérescence bureaucratique est la marque des dictatures, c'est-à-dire des régimes où l'État n'a pas la charge de mettre en oeuvre le droit et devient l'appareil du parti unique. La prolifération des commissions et autres organes abritant des irresponsables est la marque de ces étranges institutions qui prétendent « gérer » hors de toute autorité politique et sans être soumises à un contrôle démocratique effectif : tel est le cas dans l'Europe des Quinze et, plus généralement, dans toutes les sociétés « de marché » où la régulation de la concurrence se fait par le moyen d'agences au statut incertain. Indépassable contradiction de l'ultra-libéralisme qui fabrique le monstre froid de sa théorie, à la fois par sa propre mécanique et par une réaction, de type

collectiviste, à la violence économique déchaînée.

Venons-en aux leçons à tirer des tempêtes de décembre et du naufrage de l'Erika. Elles apportent à la thématique ultra-libérale le plus clair des démentis. L'État, dans sa fonction administrative, a démontré l'efficacité de ses services. Les entreprises publiques, notamment celles qui sont en situation de monopole, ont agi rapidement



grâce à des agents compétents et dévoués qui ont tout fait pour que les trains bloqués repartent, pour que les lignes électriques et téléphoniques soient rétablies dans les plus brefs délais. Certes, les victimes des tempêtes auraient souhaité revenir encore plus vite à une situation normale. Il nous faut donc réfléchir aux conditions générales qui nous permettront de mieux affronter les différentes catastrophes dont nous sommes menacés.

Face aux catastrophes naturelles, le perfectionnement technique (par exemple l'enfouissement des lignes) doit être planifié à l'échelle du territoire natio-

nal et financé par l'État selon un programme établi sur le long terme. Ce que les entreprises privées ne veulent pas faire. Ce que les organes décentralisés dont rêvent les Verts ne peuvent pas faire. Pour assurer les services qui sont vitaux (électricité, gaz) ou indispensables (télécommunications) il faut défendre nos monopoles publics, renationaliser ce qui doit l'être (téléphonie) et rétablir l'esprit de service public là (la Poste) où il est en train de se perdre. Les obligations liées à la protection des citoyens rejoignent les impératifs de sécurité collective : le contrôle par l'État de tous les secteurs stratégiques s'impose face à des menaces militaires et terroristes qui ne disparaîtront pas.

Face aux catastrophes industrielles, le renforcement de la législation internationale qui est à juste titre souhaité ne sera efficace que si chaque État développe ses propres moyens de contrôle administratif et de sanction pénale. Quant au contrôle démocratique, il doit être exercé par les représentants élus de la nation : l'État doit rompre avec les sociétés d'experts liés aux intérêts privés, et liquider les « instances de régulation » dont l'autonomie est purement formelle (1).

Pour leur part, les citoyens qui se mobilisent pour parer au plus pressé constatent avec colère l'insuffisance du bénévolat, qui sert trop souvent d'alibi à l'inaction gouvernementale. Que cessent les discours lénifiants. Qu'il s'agisse de la protection des personnes ou de la misère de masse, les carences de l'État résultent de choix ou de non-choix politiques, et les responsables politiques ont un nom, une étiquette partisane, une circonscription. Il faut que l'action civique, militante, les oblige enfin à rendre des comptes.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Ce thème sera débattu lors du prochain congrès de la NAR.